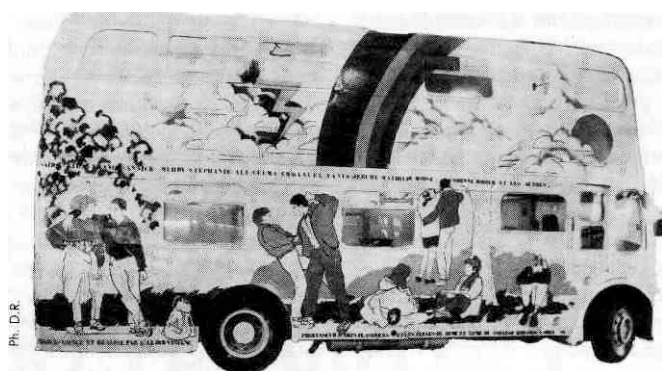


# DROGUE ET QUARTIER :

## RENCONTRE D'UN NOUVEAU TYPE

Un colloque sur "politiques locales et toxicomanie" s'est déroulé à Marly-le-Roi en janvier dernier. Parmi les intervenants, le docteur Touzeau qui, avec son équipe, travaille à Paris et en Ile-de-France. Il insiste sur la nécessité absolue de nouvelles collaborations.



### Santé Bus - Santé Plus

*Le Bus Santé d'Orly est un vieux bus anglais, aménagé par une dizaine de jeunes adultes des cités et décoré par soixante dix élèves des collèges de la ville.*

*À l'origine, l'idée fut émise par un professeur de gymnastique, puis reprise et développée par la Commission Toxicomanie : les animateurs, assistantes sociales, éducateurs, élus, enseignants, médecins qui la composent, cherchaient un moyen d'amplifier leur action, dans le prolongement du contrat santé.*

*Ils cherchaient comment informer, sensibiliser et finalement renforcer la capacité de résistance du tissu social aux toxicomanes, en s'adressant non pas aux intéressés en priorité, mais à leurs proches, à l'environnement. Le bus santé concrétise cette démarche, les animateurs du projet sont là pour informer et surtout répondre aux questions, les susciter dans la population. Plusieurs supports sont proposés au public : des films vidéo, une exposition sur les différents aspects de la santé et une plaquette, distribuée à chaque visiteur, qui reprend l'ensemble des thèmes présentés, sous forme de jeu de questions-réponses.*

*Entre le 15 avril et le 30 juin 1988 le bus a circulé dans les quartiers, les CES et sur les marchés d'Orly. À de rares exceptions près, il a reçu un accueil très favorable, provoquant souvent l'étonnement des trois mille personnes qui sont venues le voir, parmi lesquelles on pouvait compter deux-tiers de moins de 18 ans. Si tous les sujets furent abordés dans le bus, les questions les plus fréquentes concernaient les toxicomanes, les MST et le tabac.*

*Il reste maintenant à mesurer l'impact de son passage dans la ville et celui des trois mille plaquettes distribuées. La Commission Toxicomanie aura encore du travail cet automne, d'autant que le bus est maintenant demandé par des associations, des communes et des écoles de la région parisienne.*

Henri BENARD

Spécialistes de la prise en charge des toxicomanes, nous avons été amenés à privilégier la réinsertion des ex-toxicomanes dans leur quartier. Des relais professionnels et dans la population y existent, soutenant le jeune dans sa démarche de reconversion. Notre collaboration étroite avec des professionnels de terrain (assistante sociale, enseignant, éducateur...) nous a confrontés à une série de demandes pressantes : faut-il imposer une cure de sevrage à un jeune consommateur avant de tenter une réinsertion ? Doit-on considérer comme toxicomane une mère de famille abrutie par la prise quotidienne de tranquillisants ? Faut-il apporter une aide financière à un sortant de prison ex-toxicomane ? Ces questions ne sont pas celles qui se posent directement aux spécialistes. Il n'existe en ce domaine aucune recette, aucune doctrine.

Chacune de ces interpellations exige une connaissance approfondie des populations, de leur mode de consommation, de son ampleur et son évolution. La perception globale de la situation est inexistant localement. En faisant s'asseoir autour de la même table médecins et policiers, enseignants et élus, travailleurs sociaux et régisseurs d'immeubles, on obtient une première lecture. Une réflexion et une action sont associées. Cette démarche rejoint celle des dispositifs transversaux (ZEP, DSQ, CNPD), eux aussi confrontés au fil des années aux consommations de drogues.

Cette démarche séduisante apparaît rationnelle, mais nous ne nous doutions pas des "vieux fantômes" que nous allions réveiller : une véritable marmite aux sorcières ! Parler de la drogue dans un quartier, c'est "soulever le couvercle" et peut-être déclencher une panique générale, bref jeter de l'huile sur le feu.

### POLITIQUE LOCALE POLITIQUE JEUNE

Tous les jeunes sont menacés, certains parlent alors d'éradication, de mesures spectaculaires. D'autres préfèrent fermer le couvercle, incriminer la rumeur. Les drogués n'existent pas dans la presse à sensation, ils viennent toujours d'ailleurs, d'une autre ville. Ce sont les croque-mitaines modernes manipulés par des politiciens malveillants, racistes ou paranoïaques. Quant aux professionnels directement confrontés aux toxicomanes, la tentation est grande pour eux de "vider la marmite" et de s'adresser aux spécialistes qui sont payés pour cela ! Il faut savoir laisser reposer la marmite et oser décrire simplement les situations, les échecs et les succès, sur lesquels curieusement les intervenants font l'impasse, comme si la chape de plomb des logiques institutionnelles interdisait toute réussite !

La lutte contre la toxicomanie reste une mission de l'Etat, au point qu'il peut paraître paradoxal de parler de politique locale en la matière. La banalisation de l'usage de drogues, le développement du SIDA doivent être pris en compte dans les politiques culturelles, d'insertion professionnelle, de santé et même d'urbanisme...

Même si la part de l'Etat reste déterminante, les opérateurs locaux ne peuvent attendre une redéfinition des compétences de chacun. De nouvelles collaborations s'élaborent. Le spécialiste en toxicomanie n'est plus là pour régler magiquement le problème. Il peut fournir une expertise pertinente, diffuser une expérience, bénéficier des connaissances des autres intervenants et s'occuper des cas les plus lourds.

### **DES PROJETS MOBILISATEURS**

Conçu au plan national, le réseau de soins spécialisés offre des ressources complémentaires. Leur articulation avec les ressources locales constitue un passage obligé. De là naissent des projets mobilisateurs et innovants : une stratégie de prévention globale à Orly, une entraide locale entre bénévoles, familles, ex-toxicos et professionnels de la Goutte d'Or.



Ces actions ne sont en rien modèle. Il ne s'agit nullement de les dupliquer et encore moins de les pérenniser. Ces dispositifs transversaux doivent être conçus pour une durée déterminée, le temps d'élaborer une réflexion et une stratégie commune et, à partir de "l'observatoire" ainsi créé, de susciter de nouveaux projets !

Anne COPPEL Sociologue  
Didier TOUZEAU Psychiatre